

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Colère des patriotes et des gardes communaux

Les gardes communaux, les patriotes, les membres des Groupes de légitime défense (GLD) et les victimes du terrorisme «dénoncent la non-constitutionnalisation de la résistance contre l'hydre terroriste intégriste au moment où la réconciliation est, a contrario, consacrée dans la future première loi du pays».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et ces franges de la société, pour la plupart vivant dans une misère et un dénuement sans nom au moment où l'on est aux petits soins à l'endroit de leurs bourreaux d'hier dont les chefs sont élevés au rang de personnalités nationales, ne comptent pas rester les bras croisés.

Organisés depuis quelque temps au sein de l'ANP (l'Alliance nationale patriotique), ces défenseurs de la République aux côtés des divers corps de sécurité et de la défense nationales, prennent à témoin le peuple algérien.

Dans un appel rendu public, hier mercredi à l'occasion d'une conférence de presse, les gardes communaux, les patriotes, les membres des groupes de légitime

défense (GLD) et les victimes du terrorisme joignent leurs voix à ceux qui, pour d'autres raisons, vilipendent ce projet de révision constitutionnelle. Ils dénoncent le fait que leur résistance ne soit prise en compte dans la future loi fondamentale du pays alors que son «enfant naturel», la réconciliation nationale, y est consacrée».

Un «non-sens», relèvera Aliouet Lahlou, porte-parole de l'ANP, pour qui «sans notre résistance, jamais l'ANP et les autres services de sécurité n'auraient pu gagner cette guerre engagée contre la République, jamais les institutions n'auraient été préservées, jamais nous n'aurions pu entonner Qassamen, ni parler du 1^{er} Novembre et de ses martyrs. Sans les 200 000 martyrs dont



Les patriotes et les gardes communaux dénoncent une constitution-trahison.

Boudiaf, Alloula, Yefsah, Chergou, Benhamouda, Hasni, Matoub,... jamais Bouteflika ne serait devenu président, ni fait sa réconciliation nationale».

Promettant des actions pacifiques de sensibilisation des populations contre ce projet, sachant que ce dernier passera comme

une lettre à la poste au Parlement, Aliouet Lahlou fera part de «passerelles et de concertations à nouer avec les acteurs sociaux et politiques pour rejeter cette Constitution, selon lui, «étrangère à notre combat» et qui constitue «une trahison de nos martyrs, des sacrifices et défis ayant permis de

sauvegarder la République». Et d'expliquer que leur mot d'ordre de constitutionnalisation de la résistance se veut un souci de «la laisser en héritage à nos enfants», regrettant, au passage, «tout le soin dont sont entourés les terroristes dont certains chefs, bombardés personnalités nationales, ne dissimulent plus leurs velléités de renouer avec l'action politique».

Et de considérer que les «échanges d'amabilités» en cours ces jours-ci, entre de hauts responsables de cette sanglante décennie, ne constituent qu'une «volonté inavouée de jouer les prolongations d'une victoire militaire contre le terrorisme islamiste dans l'espoir de la muer en défaite idéologique et politique». «L'arbitre a bien sifflé la fin de la partie mais eux s'entêtent à poursuivre la partie», ironisera Aliouet Lahlou qui promet de «ne pas baisser les bras et de répondre, à nouveau, à l'appel de la patrie si cela s'avère nécessaire».

M. K.

FAROUK KSENTINI LIVRE SA LECTURE DE L'AVANT-PROJET DE CONSTITUTION :

«Deux mandats, c'est suffisant»

«Les dispositions contenues dans l'avant-projet de Constitution sont fondamentales et ne peuvent qu'augurer un avenir plus serein». C'est Farouk Ksentini qui le clame, hier, sur les ondes de la Chaîne 3, dont il était l'invité de la rédaction.

Le président de la Commission de consultation et de promotion des droits de l'Homme ne s'est pas trop fait prier pour dire tout le bien qu'il pense des amendements proposés dans le projet de Constitution. Déjà, dans la loi fondamentale du pays en vigueur, il existe des textes d'une «générosité incroyable mais, c'est dans leur application que les choses sont, en général, dévoyées», pense-t-il, lui qui, d'un autre côté, trouve qu'il n'y a jamais trop de textes «parce qu'il faut aller dans le détail».

Si Farouk Ksentini ne cache pas son bonheur de trouver que tout a été pris en compte par le projet de texte dévoilé la semaine dernière par le chef de cabinet du président de la République, il n'en demeure pas moins qu'il n'a pas pu faire abstraction de son étonnement de ne pas voir insérées dans la floraison d'articles proposés à amendements des dispositions se rapportant à la dépénalisation de l'acte de gestion, et ce, en dépit des instructions du président de la République. De la préconisation du nouveau texte d'ouvrir la voie à une véritable liberté de la presse, à travers la levée de la menace d'emprisonnement dont était passible le journaliste, à la possibilité accordée désormais au simple justiciable de saisir le Conseil constitutionnel, en passant par la satisfaction de ce qu'il appelle «une des revendications de l'opposition» pour parler de l'institution d'une commission indépendante de surveillance des élections, Farouk Ksentini a fait étalage de toute sa satisfaction, allant même

jusqu'à ne pas trouver incongru que, d'une part, l'on préconise l'indépendance de la justice et des magistrats, et d'autre part, le fait que ce soit le président de la République qui préside le Conseil supérieur de la magistrature. Un des volets du texte proposé à amendement qui a le plus, peut-être, valu la satisfaction au président de la Commission de consultation et de promotion des droits de l'Homme est celui traitant de la

détention préventive. «La réglementation dans ce domaine a toujours été claire, malheureusement elle n'a jamais été respectée ni dans la lettre ni dans l'esprit, parce que nous avons une justice uniquement tournée vers la répression» confie-t-il avant de conclure sur le chapitre pour dire : «Ces dispositions nous les accueillons favorablement, mais nous attendons de voir ce qui se fera dans la pratique. Il faut mettre fin à l'usage abusif de la détention provisoire.»

Pour en revenir aux revendications politiques, l'avocat et spécialiste des droits de l'Homme qu'est Farouk Ksentini estime qu'en permettant, à travers les textes propo-

sés, aux partis d'opposition le droit de saisir le Conseil constitutionnel, on leur offre un canal pour agir. «C'est une ouverture extrêmement importante. Il n'y a pas de démocratie possible et il n'y a pas d'Etat de droit possible sans une opposition.» Et qu'en pense l'homme de droit des fréquents changements portés à la Constitution ? C'est tout simple, à suivre le raisonnement de Ksentini. «Il faut changer la Constitution lorsque cela s'impose, mais il ne faudrait pas la changer trop souvent parce que ce n'est pas un texte qu'on doit manipuler à volonté», conseille-t-il avant de faire état de son ravissement suite à la proposition du retour à la limi-

tation des mandats présidentiels. «Le pouvoir use (...) Deux mandats, c'est largement suffisant dans la vie d'un homme quelle que soit sa stature», à le croire.

Invité à livrer sa pensée sur ce qui agite la vieille garde depuis quelques jours, Farouk Ksentini dit regretter le niveau du débat «qui devrait être un peu plus élevé». Et de préconiser de la modération dans les propos des uns et des autres, pour ensuite conseiller que l'on prenne exemple sur le président Bouteflika qui, lors des différentes campagnes électorales, n'a jamais élevé le ton, ou agressé verbalement qui que ce soit.

M. Azedine

DÉPÉNALISATION DU DÉLIT DE PRESSE

Grine fait l'éloge du projet de révision constitutionnelle

En visite de deux jours à Béjaïa où il a inauguré, mardi après-midi, le nouveau siège de la radio locale, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a mis l'accent sur l'article 41 de l'avant-projet portant révision de la Constitution qui consacre la dépénalisation du délit de presse.

Au cours d'un point de presse animé dans les locaux de la radio, Hamid Grine estime que l'article en question constitue une «avancée extraordinaire» pour la presse. «L'article 41 consacre la liberté de la presse. Il constitue une avancée extraordinaire mais j'observe que les journaux et la télévision n'en parlent pas. Aucun débat autour de cet acquis pour la liberté de la presse», déplore Hamid Grine. «Maintenant, le journaliste ne va pas en prison pour un délit de presse. La nouvelle Constitution accorde une liberté sans limites au journaliste dans le respect de l'éthique et la déontologie dans l'exercice du métier en s'interdisant de porter atteinte à l'honneur et à la dignité des personnes», explique le ministre de la Communication. A une question concernant le monopole sur la publicité publique par l'Anep et l'absence d'équité dans

l'octroi de la publicité aux journaux jugés trop critiques à l'égard du pouvoir, Hamid Grine s'est défendu «d'une quelconque ingérence» dans la gestion des affaires de ladite entreprise. «L'Anep est une entreprise totalement indépendante. Je ne suis pas le DG de l'Anep. L'entreprise a son propre plan média en fonction de ses intérêts. Elle a ses propres critères, entre autres le tirage», a déclaré Hamid Grine. Et d'ajouter : «Il ne faut pas vous laisser intoxiquer par les commentaires. Vous me prêtez un pouvoir surnaturel que je n'ai pas», ironise-t-il. Hamid Grine est ensuite revenu sur les chantiers en cours de son département concernant la presse en général, à savoir l'installation prochaine du conseil d'éthique et de déontologie et les formations destinées aux journalistes pour une pratique «saine» du métier. S'agissant toujours de la feuille de route de son département, Hamid Grine a annoncé aussi un statut du journaliste, un fonds d'aide aux journalistes, lesquels, selon lui, doivent néanmoins d'abord s'organiser dans un syndicat fort et représentatif ainsi que la création d'un institut de sondage.

Hamid Grine rappellera dans la foulée avoir établi pas moins de 4 000 cartes professionnelles de journalistes durant l'année 2015.

Interrogé sur l'éventualité de l'ouverture de la radio aux privés ou encore la création d'un journal du secteur public en tamazight après l'officialisation de cette langue, le ministre de la Communication a été catégorique. «L'ouverture de radios privées n'est pas à l'ordre du jour, ni de lancement d'un journal en tamazight», a-t-il clairement répondu tout en laissant entendre néanmoins que l'Etat pourrait accorder des aides aux privés pour le lancement de journaux en tamazight.

Par ailleurs, Hamid Grine a annoncé l'augmentation du volume horaire de la radio locale qui diffusera ses émissions désormais jusqu'à minuit, au lieu de 20 heures. Lors de sa visite à Béjaïa, Hamid Grine a ouvert, en fin d'après-midi de mardi, la première fête du miel et de l'abeille à la Maison de la culture.

Le ministre de la Communication a assisté ensuite, dans la soirée, aux festivités organisées dans le cadre de la célébration du jour de l'an berbère au TRB. Dans la journée d'hier mercredi, Hamid Grine s'est rendu au musée de l'eau de Toudja dans la matinée avant de visiter certains lieux touristiques de Béjaïa à savoir Cap Carbon, les Aiguades et le Pic des Singes.

A. Kersani